

ATELIER

Accès aux ressources en Afrique de l'Ouest : quelle durabilité et quelles conflictualités ?

Ouagadougou, Burkina Faso (3 et 4 février 2015)

Lieu : ISSP- Institut supérieur des sciences de la population – Université de Ouagadougou

PARTENAIRES SCIENTIFIQUES ET FINANCIERS: ISSP-Université de Ouagadougou, Université de Ouaga 2, Université Panthéon-Sorbonne Paris 1; IEDES-UMR Développement et sociétés; IRD; PRODIG, Programme Mutations et défis africains (MDA) (Paris Nouveaux Mondes), Ambassade de France.

OBJECTIFS :

L'accès aux ressources (minières et foncières notamment), leur contrôle, leur gestion, leur gouvernance, leur privatisation progressive ainsi que l'intensification des formes « d'extractivisme marchand » (tantôt de manière artisanale, tantôt selon un modèle entrepreneurial) suscitent l'intérêt et les préoccupations d'un nombre grandissant d'acteurs. Bien que les processus à l'œuvre dans le domaine soient résolument globaux (acteurs multinationaux, flux de circulation globaux, finance internationale), ils se posent aujourd'hui en Afrique subsaharienne dans des termes exacerbés (extraversion du continent, domination économique et politique des Etats, carence des régulations, contrôle environnemental faible) et remodelés (montée des contestations, structuration institutionnelle du secteur, publicité mondiale accrue, premières fermetures de sites, capitalisation de l'expériences des populations etc.

Cet atelier de deux jours, réunissant chercheurs et professionnels du secteur, portera plus spécifiquement sur les questions minières afin de parvenir dans le temps imparti à des débats plus précis. Se tenant dans un pays illustrant tous les aspects du « boom minier », souhaite aborder ces questions par le prisme de la « durabilité » et des « conflictualités ». Il souhaite souligner la grande pluralité des acteurs concernés bien que certains, dans l'affirmation des nombreux bienfaits apportés par l'économie des ressources, soient souvent oubliés : l'Etat mais aussi les collectivités territoriales, les entreprises multinationales mais aussi le secteur traditionnel et les élites locales acheteuses de terres ou pourvoyeuses d'expertise, les acteurs de la régulation du secteur mais aussi les universités qui forment à ces nouveaux métiers, les populations locales riveraines mais aussi les migrants qui souvent à distance se mobilisent pour le « contrôle » de leur territoire laissé derrière etc.

Il ambitionne enfin de contribuer à la réflexion au Burkina et dans la sous-région entre chercheurs, professionnels, citoyens sur les forts enjeux minier qui, au delà de l'actualité, concerne durablement une part de plus en plus importante des populations.

Programme

Jour 1 Mardi 3 février : Atelier Questions de recherche

Salle de conférences de l'ISSP

8h30/9h30 Accueil et présentation des objectifs de l'atelier

9h30/11h : Table Ronde 1 : « Défis sociaux démographiques liés à l'extraction minière »

Modérée par Jérôme Lombard, Géographe, Directeur du laboratoire Prodig, Paris.

- Gabriel Sangli et Bonayi Hubert Dabiré, ISSP, Université de Ouagadougou
- Pr. Jean Koulidiati, IGEDD, Institut de génie de l'environnement et du développement durable
- Somé Boniface, Département de sociologie, Université de Ouagadougou
- Korbeogo Sibiri, Direction générale de l'enseignement de base

Pause Café

11h30/13h Table ronde 2 : Extraction minière et régulations locales (mouvements, pouvoirs locaux, gouvernance informelle)

Modérée par François de Charles Ouedraogo, Vice-Président de l'Université Ouaga 2

- Luigi Arnladi, Chargé de recherche Laboratoire et Citoyenneté
- Quentin Mégret, Docteur en anthropologie, Université de Lyon 2
- Michèle Leclerc Olive, Chargée de recherche, FMSH-EHESS, Paris.

PAUSE MIDI

14h30-16h Table ronde 3 : Mobilisations plurielles

Modérée par Jean-François Kobiane, Directeur de l'ISSP

- Issa SORRY, Géographe, Enseignant-Chercheur, Université de Koudougou.
- Lamine DIALLO, Doctorant de géographie ; Université Gaston Berger- Université Paris 1/ UMR 8586 Prodig
- Sylvie Capitant, Sociologue, Maître de conférences, Université Paris 1- UMR 201

Pause Café

16h30-18h Table Ronde 4 : Reconfigurations politiques, sociales et économiques : tensions foncières, montée des élites et économie politique d'un secteur en expansion.

Modérée par Pierre Janin, directeur de l'UMR Dev et sociétés, Paris.

- Peter Hochet, Direction scientifique Laboratoire et Citoyenneté, associé IRD
- Pr. Sérigne FALL, Université Gaston Berger
- Raphaëlle Guibert, Docteur en science politique, Université Paris I/UMR 201

18h/18h30 : Perspectives pour un réseau international de recherche sur les enjeux miniers ;

Jour 2 Mercredi 4 février: Atelier Débats et tables rondes entre chercheurs et protagonistes du secteur
Salle de conférences de l'ISSP

8h-8h30 Accueil des participants
8h30-8h40 : Mot de bienvenue de l'ISSP
8h40-8h50 Allocution des organisateurs
8h50-9h20 Allocution des autorités Universitaires
9h30-11h Table Ronde : **Activités extractives : quel contrôle public durable?**
Modérée par Jean-François Kobiane, Directeur de l'ISSP

Différents services de l'Etat et des ministères assurent un contrôle des activités minières, aussi bien artisanales qu'industrielles. Comment s'élabore ce contrôle public fait au nom du citoyen ? Dans quels domaines s'exerce-t-il ? Quelles sont les difficultés rencontrées ? Ont-ils les moyens de leurs missions ? Différents représentants de services centraux seront invités à débattre aux côtés d'acteurs de la société burkinabè.

Pause Café

11h30-13h Table Ronde : **Espaces locaux et activités minières**
Modérée par Michèle Leclerc-Olive, Chargé de recherche, EHESS, Paris

Alors que les contrats miniers et le cadre législatif s'établissent au niveau national voir sous-régional, alors que le boom minier (artisanal et industriel) semble contribuer à la croissance et aux recettes de l'Etat, comment ce phénomène de déclin dans les espaces locaux ? Comment sont-impliquées les collectivités territoriales ? Quelles régulations locales s'opèrent ? Comment les relations entre populations, autorités, orpailleurs, industriels s'opèrent sur le terrain ? Des invités de l'administration territoriale, de l'AMBF, d'une agence de développement territorial du Mali, des représentants des enjeux locaux seront invités à débattre.

PAUSE MIDI

14h30-16h- 2 Tables Rondes en parallèle :

<p align="center">14h30 : Quelle action de la société civile ? <i>Modérée par Sylvie Capitant, Université Paris 1</i> IEDES-UMR 201 Salle de conférences</p>	<p align="center">14h30-16h : Quelles formations pour ces nouveaux métiers ? <i>Modérée par Jean-Marc Leblanc, Représentant de l'IRD au Burkina Faso</i> Salle 41</p>
<p>Acteurs burkinabè mais aussi maliens de la société civile seront invités à débattre des modalités d'interventions, des difficultés rencontrées et des enjeux majeurs à identifier dans les années à venir.</p>	<p>Le secteur minier créé de nouveaux besoins en ressources humaines. Des nouvelles formations ouvrent aussi bien au Burkina, en Mauritanie, au Sénégal : pour quels débouchés ? Pour quels besoins ?</p>

16h30-17H30 : Débat général et clôture
Salle de conférences

Avec Synthèse des débats proposée par Bonayi Hubert Dabire, Directeur adjoint de l'ISSP et Pierre Janin, directeur de l'UMR 201

Pot de l'amitié

Contact et confirmation : **Sylvie Capitant**, Université Paris 1 IEDES-UMR 201, Sociologue, MCF, scapitant@univ-paris1.fr + 226 67 22 63 43
Bonayi Hubert Dabiré, Directeur Adjoint de l'ISSP, niversité de Ouagadougou , bdabire@issp.bf, + 226 70 16 26 46